



**République Islamique de Mauritanie**

Honneur - Fraternité - Justice

**Ministère de l'Economie et des Finances**

Ministère Délégué auprès du  
Ministre de l'Economie et des  
Finances, chargé du Budget

Direction Générale du Trésor et  
de la Comptabilité Publique

**RAPPORT SUR LES OPÉRATIONS  
FINANCIÈRES DE L'ETAT  
PREMIER SEMESTRE 2025**

2025

# Table des matières

<a href="#">Avant-propos</a>	5
<a href="#">INTRODUCTION</a>	6
<a href="#">1. RECETTES</a>	8
<a href="#">1.1 Recettes fiscales</a>	9
<a href="#">1.1.1. Principales réalisations</a>	9
<a href="#">1.1.2. Répartition par nature fiscale</a>	10
<a href="#">1.2. Recettes non fiscales</a>	12
<a href="#">1.3. Recettes des hydrocarbures</a>	13
<a href="#">2. DÉPENSES &amp; PRÊts NETS</a>	14
<a href="#">2.1. Dépenses courantes</a>	15
<a href="#">2.2. Dépenses d'équipement</a>	16
<a href="#">2.2.1. Dépenses d'investissement sur financement intérieur</a>	17
<a href="#">2.2.1.1 Enseignement</a>	18
<a href="#">2.2.1.2 Action et protection Sociale</a>	18
<a href="#">2.2.1.3 Affaires Économiques</a>	19
<a href="#">2.2.1.4 Services publics généraux</a>	20
<a href="#">2.2.1.5 Aménagements collectifs et logements</a>	20
<a href="#">2.2.1.6 Affaires islamiques, culture et loisirs</a>	20
<a href="#">2.2.1.7 Ordre et Sécurité Publique</a>	20
<a href="#">2.2.1.8 Protection de l'environnement</a>	21
<a href="#">2.2.1.9 Santé</a>	21
<a href="#">2.2.2 Dépenses d'investissements sur financement extérieur</a>	21
<a href="#">2.2.2.1 Développement rural</a>	22
<a href="#">2.2.2.2 Développement industriel</a>	23
<a href="#">2.2.2.3 Aménagement du territoire</a>	23
<a href="#">2.2.2.4 Ressources humaines</a>	24
<a href="#">2.2.2.5 Développement institutionnel</a>	24
<a href="#">2.2.2.6 Projets multisectoriels</a>	25
<a href="#">2.3. Classification fonctionnelle des dépenses</a>	25
<a href="#">3. SOLDES</a>	26
<a href="#">4. FINANCEMENT</a>	28
<a href="#">4.1. Financement intérieur</a>	28
<a href="#">4.2. Financement extérieur</a>	29
<a href="#">5. CONCLUSION</a>	30
<a href="#">ANNEXES</a>	31

<a href="#">Annexe 1 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat pour LE PREMIER SEMESTRE 2025</a>	32
<a href="#">Annexe 2 : Classification fonctionnelle des dépenses</a>	36
<a href="#">Annexe 3 : Dépenses d'investissement sur financements extérieurs</a>	40

## Index des Graphiques

<a href="#">Graphique 1 : Répartition des recettes de l'État</a>	8
<a href="#">Graphique 2 : Prévisions et réalisations des recettes fiscales S1 2025</a>	9
<a href="#">Graphique 3 : Réalisations des recettes fiscales par nature</a>	10
<a href="#">Graphique 4 : Évolution des principaux postes de recettes fiscales S1 2025</a>	11
<a href="#">Graphique 5 : Réalisations des recettes non fiscales</a>	12
<a href="#">Graphique 6 : Répartition des recettes non-fiscales S1 2025</a>	12
<a href="#">Graphique 7 : Performances des Recettes non fiscales détaillées et Dons S1 2025</a>	13
<a href="#">Graphique 8: Évolution des dépenses</a>	14
<a href="#">Graphique 9: Dépenses courantes</a>	15
<a href="#">Graphique 10: Dépenses d'investissement</a>	16
<a href="#">Graphique 11 : Évolution mensuelle du solde de base hors pétrole et dons</a>	26
<a href="#">Graphique 12 : Évolution mensuelle des soldes</a>	27
<a href="#">Graphique 13: Évolution du solde CUT-BCM</a>	28

## Index des Tableaux

<a href="#">Tableau 1 : Réalisation des recettes de l'Etat S1 2025</a>	8
<a href="#">Tableau 2 : Réalisation des recettes fiscales S1 2025</a>	9
<a href="#">Tableau 3: Recettes des hydrocarbures</a>	13
<a href="#">Tableau 4: Ventilation des dépenses d'investissement par fonction principale</a>	17
<a href="#">Tableau 5: Ventilation des dépenses « Enseignement »</a>	18
<a href="#">Tableau 6: Dépenses des Services Publics Généraux</a>	18
<a href="#">Tableau 7: Dépenses des affaires économiques</a>	19
<a href="#">Tableau 8: Ventilation des dépenses « des Affaires islamiques, culture et loisirs »</a>	20
<a href="#">Tableau 9: Dépenses de l'Ordre et de la sécurité publique</a>	21
<a href="#">Tableau 10: Dépenses de la protection de l'environnement</a>	21
<a href="#">Tableau 11: Développement Rural</a>	23
<a href="#">Tableau 12: Développement Industriel</a>	23

<a href="#">Tableau 13 : Aménagement du Territoire</a> .....	24
<a href="#">Tableau 14 : Ressources Humaines</a> .....	24
<a href="#">Tableau 15 : Répartition des dépenses par fonction principale</a> .....	25

## Sigles et abréviations

<b>ANRPTS</b>	:	<b>AGENCE NATIONALE DU REGISTRES DES POPULATIONS ET DES TITRES SECURISES</b>
<b>BCM</b>	:	<b>BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE</b>
<b>BCI</b>	:	<b>BUDGET CONSOLIDE D'INVESTISSEMENT</b>
<b>BIC</b>	:	<b>BENEFICIE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL</b>
<b>BNC</b>	:	<b>BENEFICE NON COMMERCIAL</b>
<b>CAS</b>	:	<b>COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE</b>
<b>FAID</b>	:	<b>FONDS D'AIDE ET D'INTERVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT.</b>
<b>FMI</b>	:	<b>FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL</b>
<b>IMF</b>	:	<b>IMPOT MINIMUM FORFAITAIRE</b>
<b>ITS</b>	:	<b>IMPOTS SUR LES TRAITEMENTS ET SALAIRES</b>
<b>LFI</b>	:	<b>LOI DE FINANCES INITIALE</b>
<b>LFR</b>	:	<b>LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE</b>
<b>MDS</b>	:	<b>MILLIARDS</b>
<b>OCDE</b>	:	<b>ORGANISATION DE COOPERATION ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</b>
<b>PIB</b>	:	<b>PRODUIT INTERIEUR BRUT</b>
<b>SNIM</b>	:	<b>SOCIETE NATIONALE INDUSTRIELLE ET MINIERE</b>
<b>TOFE</b>	:	<b>TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT</b>
<b>TPS</b>	:	<b>TAXE SUR LES PRESTATIONS DE SERVICES</b>
<b>TVA</b>	:	<b>TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE</b>
<b>PNDSE</b>	:	<b>PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'EDUCATION</b>

# AVANT-PROPOS

**L**e Ministère chargé des finances, établit à l'attention de l'Assemblée nationale, à la fin de chaque semestre un rapport sur l'exécution du budget de l'État, retraçant les dépenses, les recettes et leur résultante globale : le solde du budget général, tout en mettant l'accent sur les dépenses d'investissement durant la période concernée.

Ce rapport présente une vision synthétique de l'exécution du budget de l'État et permet d'évaluer les résultats observés par rapport à la même période de l'année 2024. Il permet également d'apprécier l'évolution de l'ensemble des facteurs qui contribuent à la formation du solde budgétaire de l'État.

Le présent rapport est élaboré sur la base des statistiques des finances publiques, agrégées dans le Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE), qui est publié mensuellement sur le site internet de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique [www.tresor.mr](http://www.tresor.mr).

Cette initiative résulte d'une volonté d'ouverture et s'inscrit dans le cadre de bonnes pratiques en matière de transparence des finances publiques, contribuant à renforcer la compréhension de l'exécution du budget de l'État au niveau du grand public, et permettant à l'ensemble des acteurs concernés par la situation budgétaire du pays, de se tenir informés de l'évolution mensuelle de la situation des finances publiques.

# INTRODUCTION

L'exécution du budget au titre du premier semestre de l'année 2025 a été marquée par la résilience de l'économie mondiale face à une désinflation plus lente que prévue et une incertitude croissante en matière de politiques économiques (conjoncturelles) initiées pour la lutte contre la flambée des prix.

Au premier semestre 2025, le contexte international reste marqué par une croissance mondiale modérée estimée à 3,2 %, dans un environnement caractérisé par une inflation maîtrisée et des tensions géopolitiques persistantes. En effet, la croissance mondiale a été principalement portée par la performance des économies émergentes et en développement (4,2%) stimulée par la demande intérieure et un regain des exportations ; Malgré que ces derniers continuent de faire face à d'importants défis tels que l'instabilité économique et des niveaux d'endettement élevés.

Le taux d'inflation mondial, prévue à 4,3% en 2025, continue de constituer un rempart majeur, notamment au niveau des services, contre la normalisation des politiques monétaires en faveur d'une relance économique. Cependant, la croissance du commerce mondial devrait connaître une amélioration atteignant environ 3,3%.

Au niveau national, la croissance atteindra 4,5% en 2025. Le PIB réel hors industries extractives devrait connaître une croissance de 4,2% (contre 4,6% prévue en 2024) moyennant un regain d'activités dans les secteurs primaire et tertiaire tels que la pêche, le commerce et les industries manufacturières. Également, la bonne trajectoire, constatée déjà en 2024, des BTP, des transports et des télécommunications. Le PIB nominal, à cet effet, est prévu à une hausse de 4,3% par rapport à 2024. Hors industries extractives, il devrait connaître une augmentation de 6,3%.

C'est dans ce contexte que la loi de finances initiale de 2025 a établi le montant des ressources du budget de l'État à 110,5 Milliards MRU (hors financement du déficit) et le montant des charges du budget de l'État à 116,87 Milliards MRU, soit un déficit budgétaire prévu de -6,37 Milliards MRU pour cette année.

Ainsi, au titre du premier semestre de cette année, l'exécution du budget a affiché un surplus de 2,05 Milliards MRU.

Les recettes de l'État ont été collectées à hauteur de 53,33 Milliards MRU sur une prévision de 110,50 Milliards MRU, soit un taux d'exécution de 48,27% et une évolution d'environ 16,34% par rapport au premier semestre de 2024 (45,84 Milliards MRU).

Concurremment, les dépenses (et prêts nets) de l'État se sont chiffrées à 51,29 Milliards MRU sur une prévision de base de 116,87 Milliards MRU, soit un taux de réalisation de 44% et une évolution de 17% par rapport à la même période de l'exercice précédent (43,99 Milliards MRU).

Le présent rapport retrace les détails de l'exécution des recettes et dépenses de l'État, par rapport aux prévisions budgétaires de l'année et à l'exécution de la même période

de l'année précédente, selon la nomenclature économique. Il met également l'accent sur les dépenses d'investissements qui constituent un levier majeur de la politique générale du Gouvernement.

Une analyse des dépenses selon la classification fonctionnelle sera également abordée, considérant la répartition des dépenses sur les secteurs de l'économie.

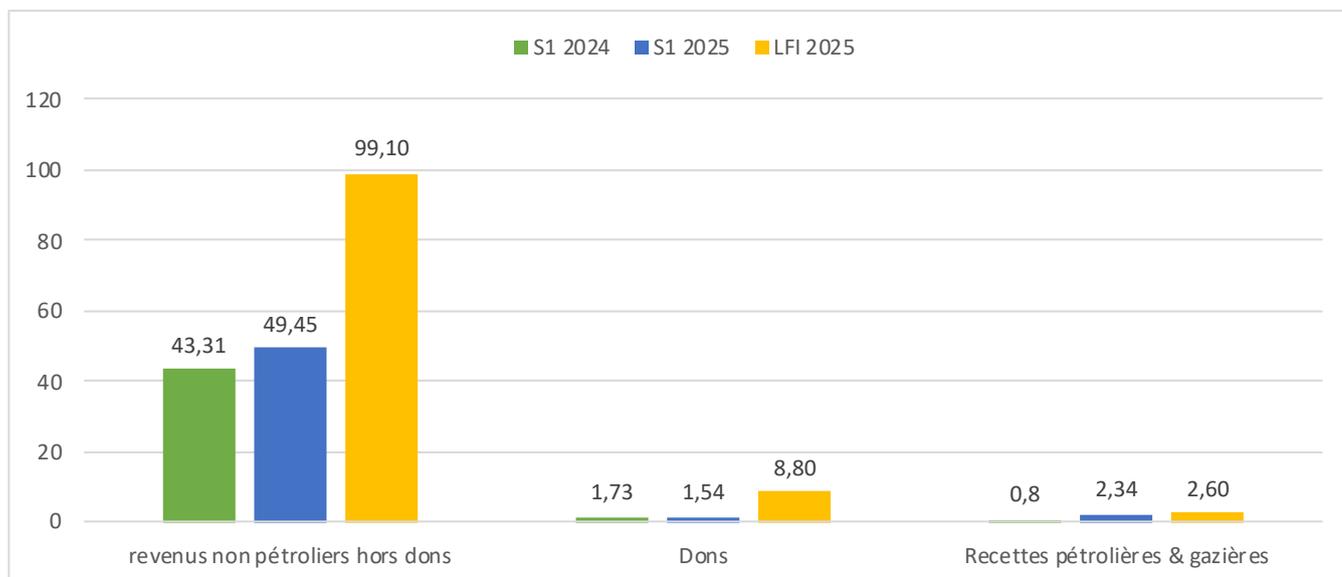
Aussi, et malgré le fait qu'elles soient en dehors du périmètre de la comptabilité publique actuelle, un aperçu des dépenses d'investissement sur financement extérieur sera présenté, et ce afin d'améliorer la visibilité de la totalité des dépenses d'investissement au cours du premier semestre de cette année, et montrer le poids relatif des investissements au niveau des différents secteurs de l'économie nationale.

Enfin, nous présenterons les différents soldes budgétaires résultants de l'exécution du budget de l'État au 30 juin 2025.

Il convient toutefois de noter que les niveaux de réalisation, des recettes comme des dépenses, sur la période (semestre) par rapport aux objectifs annuels, relatés dans le présent rapport ne tiennent pas compte de la saisonnalité des recettes ni du rythme des dépenses (plans d'engagements) et ne peuvent constituer un argument pour juger de la performance. Le présent rapport a pour seul objectif de rendre compte des opérations financières de l'État sur la période.

# 1. RECETTES

Les recettes de l'État, au terme du premier semestre 2025, ont atteint 53,33 Milliards MRU sur une prévision de 110,5 Milliards MRU, soit un taux de réalisation de 48,27% et une évolution de 16,34% par rapport au premier semestre 2024 (S1 2024)



Graphique 1 : Répartition des recettes de l'État

Tableau des Opérations financières de l'Etat	S1 24	S1 25	LFI 25	Tx Ex	Tx Evo
<b>Recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières)</b>	45,84	53,33	110,50	48,27%	16,34%
<b>Revenus non pétroliers et dons</b>	45,04	50,99	107,90	47,26%	13,21%
<b>Revenus non pétroliers hors dons</b>	43,31	49,45	99,10	49,90%	14,18%
<b>Recettes fiscales</b>	30,60	36,46	72,23	50,48%	19,16%
<b>Recettes non fiscales</b>	12,76	14,69	26,87	54,68%	15,14%
<b>Dons</b>	1,73	1,54	8,80	17,52%	-10,91%
<b>Recettes pétrolières</b>	0,80	2,34	2,60	90,02%	192,57%

Tableau 1 : Réalisation des recettes de l'Etat S1 2025

Le tableau ci-dessus permet la performance des recettes fiscales et non fiscales tant au niveau de l'exécution que de l'évolution.

Les recettes totales et dons progressent fortement entre S1-24 et S1-25 (+16,34 %), atteignant 53,3 Mds contre 45,8 Mds l'année précédente. Le taux d'exécution par rapport à la LFI-25 est de 48,3 %, ce qui reflète un rythme conforme à la saisonnalité budgétaire (moitié de l'exercice). Cela traduit une amélioration du recouvrement et une meilleure mobilisation des recettes internes

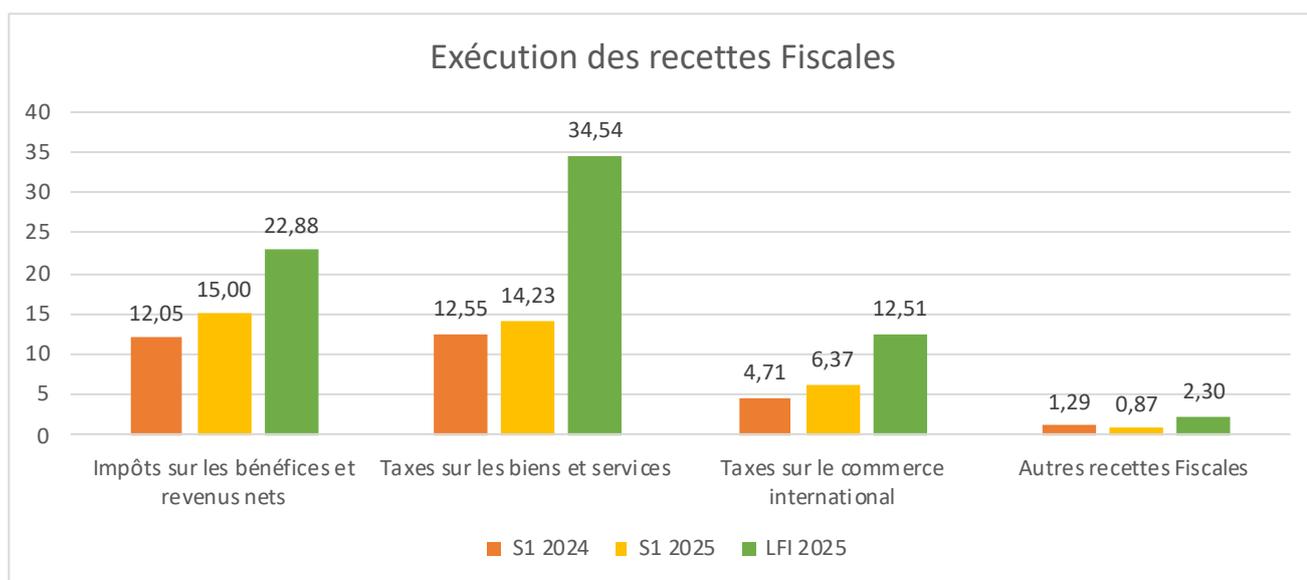
## 1.1 Recettes fiscales

Au titre du premier semestre de 2025, les recettes fiscales ont atteint 36,46 Milliards MRU sur une prévision de base de 72,23 Milliards MRU, soit une réalisation de 50,48% des objectifs de la Loi de finances. Elles ont connu une progression de plus de 5,86 Milliards MRU par rapport à leur niveau à la même période de l'année dernière.

### 1.1.1. Principales réalisations

Tableau des opérations financière de l'Etat	S1 24	S1 25	LFI 25	Tx. Ex.	tx. Evo.
Impôts sur les bénéfices et revenus nets	12,05	15,00	22,88	66%	24%
Taxes sur les biens et services	12,55	14,23	34,54	41%	13%
Taxes sur le commerce international	4,71	6,37	12,51	51%	35%
Autres recettes Fiscales	1,29	0,87	2,30	38%	-32%
<b>Recettes Fiscales</b>	<b>30,6</b>	<b>36,46</b>	<b>72,23</b>	<b>50%</b>	<b>19%</b>

Tableau 2 : Réalisation des recettes fiscales S1 2025



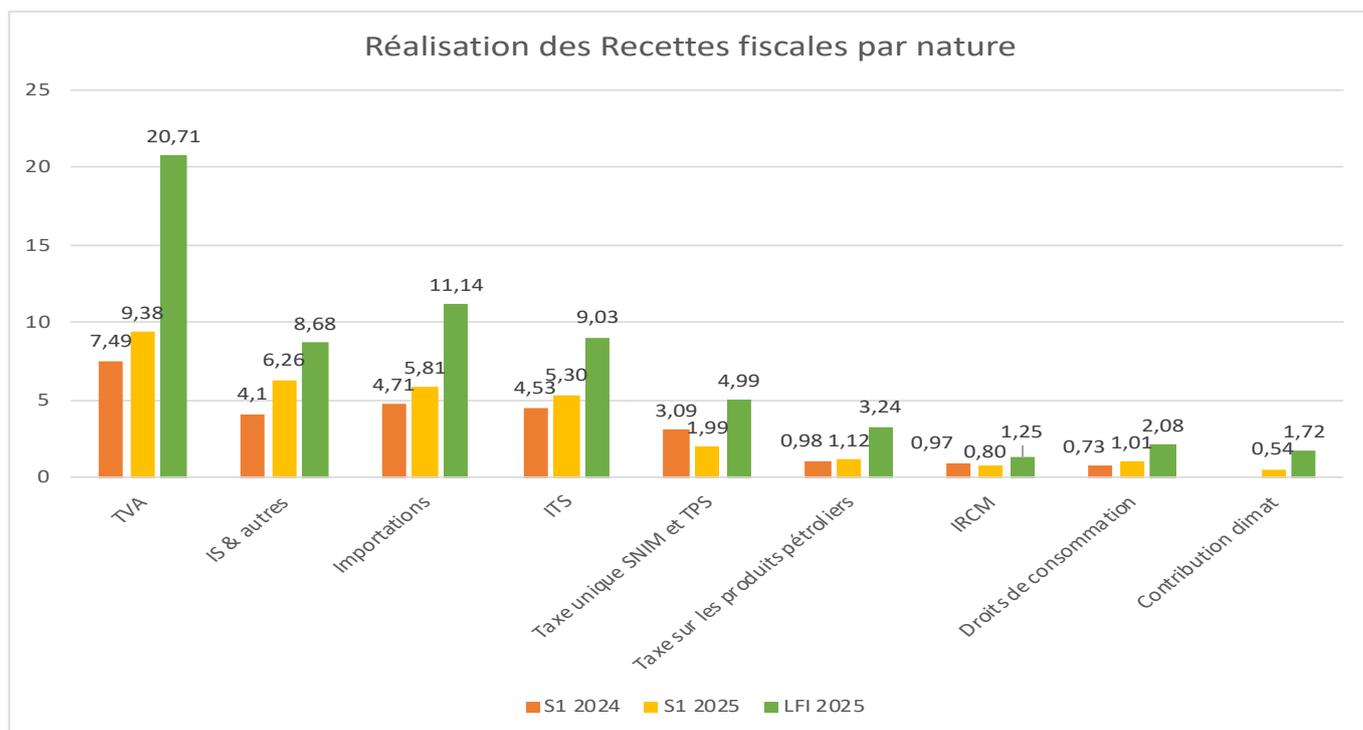
Graphique 2 : Prévisions et réalisations des recettes fiscales S1 2025

- Les impôts sur les bénéfices et revenus net ont atteint 15,00 Milliards MRU, soit 66% des prévisions de la LFI (22,88 Milliards MRU), et une importante augmentation de 24% par rapport au premier semestre de l'année dernière (12,05 Milliards MRU).
- Les taxes sur les biens et services ont culminé à 14,23 Milliards MRU, soit 41% des prévisions (34,54 Milliards MRU) et une augmentation de 13% par rapport à la même période de l'année dernière (12,55 Milliards MRU).

- Les taxes sur le commerce international ont été réalisées à hauteur de 6,38 Milliards MRU, soit 51% des objectifs de la LFI (12,51 Milliards MRU) et une progression de 35% par rapport au premier semestre l'année dernière (4,71 Milliards MRU).
- Les autres recettes fiscales, regroupant notamment les droits de timbre et les impôts sur la propriété, exécutées à 38% des prévisions (2,30 Milliards MRU) se sont situés à 0,87 Milliards MRU, connaissant une régression de 32% par rapport à la même période de l'année dernière (1,29 Milliards MRU)

### 1.1.2. Répartition par nature fiscale

La bonne performance des recettes fiscales a été notée particulièrement au niveau des réalisations pour la TVA, aux taxes sur le commerce international (importations) et de l'ITS.



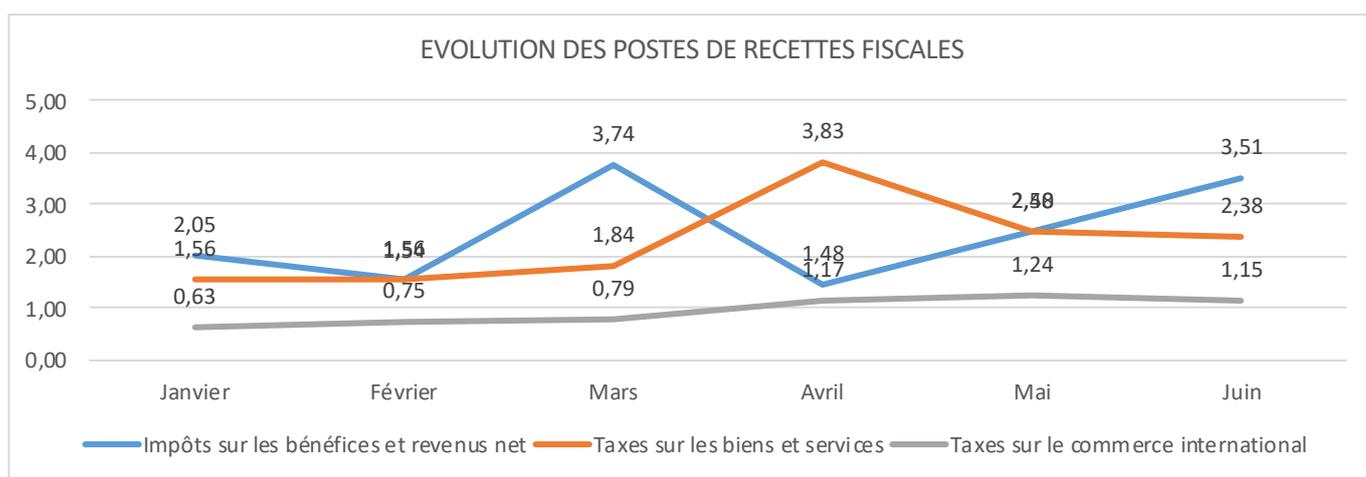
Graphique 3 : Réalisations des recettes fiscales par nature

La TVA constitue le principal poste de recettes fiscales pour une contribution de 30,64%, suivie par l'IS (et autres BIC et BNC) avec un apport de 20,44% au recettes fiscales. Les importations ont représenté 18,9% tandis que l'ITS a contribué à hauteur de 17,33% des recettes fiscales. Par ailleurs « la contribution pour la protection du climat », nouvellement instaurée a atteint 0,54 Milliards MRU, soit 1,75% des recettes fiscales du semestre.

La TVA demeure la principale source de mobilisation, avec un rendement de 9,4 milliards contre 7,5 milliards à la même période en 2024, soit une progression de 25 %. Elle atteint déjà près de la moitié de la prévision annuelle, traduisant la vigueur de la consommation intérieure et un meilleur suivi des assiettes fiscales. Les impôts sur les sociétés et autres revenus enregistrent également une performance remarquable, passant de 4,1 à 6,3 milliards (+53 %), avec un taux d'exécution supérieur à 70 % de l'objectif annuel.

Les taxes sur les importations progressent de 23 % (4,7 à 5,8 milliards), confirmant la vitalité des échanges commerciaux et l'amélioration du recouvrement douanier. Les impôts sur traitements et salaires suivent la même tendance, atteignant 5,3 milliards (+17 %), traduisant une meilleure assiette liée à l'emploi et aux rémunérations. La taxe unique (SNIM et TPS) connaît une croissance notable (+55 %), participant au renforcement de la fiscalité indirecte.

Les taxes sur les produits pétroliers, bien qu'en légère progression, n'affichent qu'un taux d'exécution de 22 % par rapport à l'objectif fixé dans la LFI.



Graphique 4 : Évolution des principaux postes de recettes fiscales S1 2025

Les réalisations des différentes natures de recettes fiscales ont montré des variations durant le premier semestre de cette année reflétant principalement la saisonnalité du calendrier fiscal.

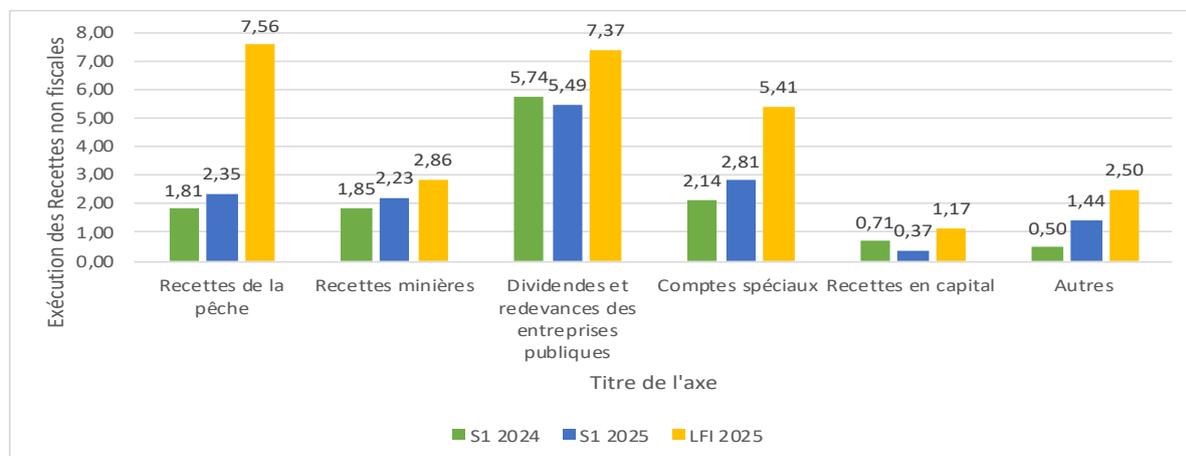
Les taxes sur les bénéfices et revenus nets ont montré une évolution irrégulière tout au long de la période avec un pic au mois de Mars (3,74 Milliards MRU) ;

Les taxes sur les biens et services ont connu une fluctuation remarquable au premier semestre avec un pic au mois de Avril d'un montant de 3,83 Milliards MRU.

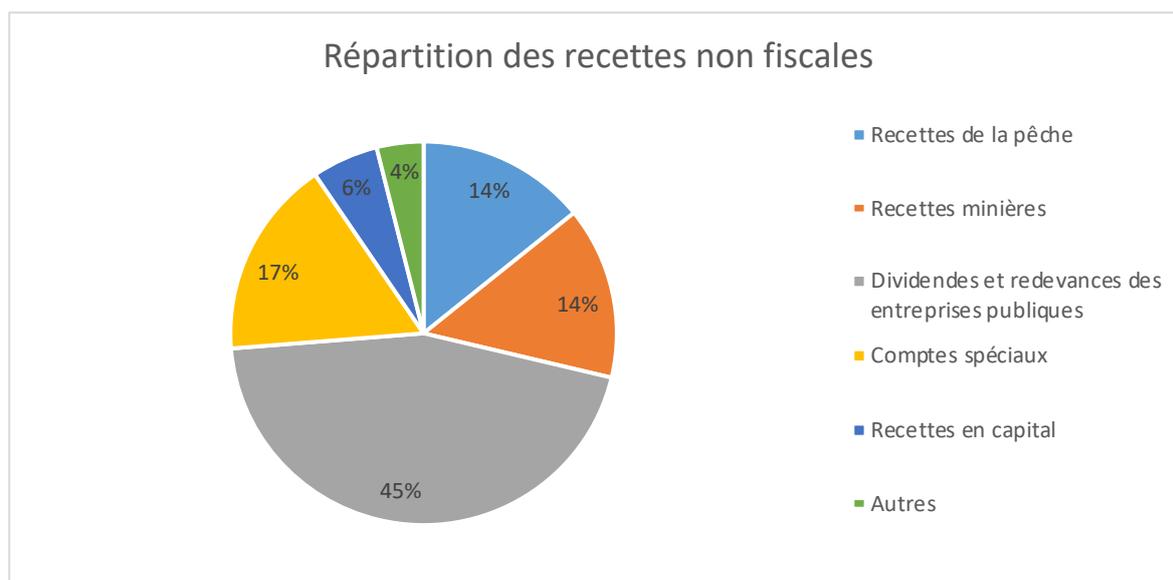
Les taxes sur le commerce international ont connu une progression tout au long du semestre avec une valeur maximale de 1,24 Milliards au mois de Mai.

## 1.2. Recettes non fiscales

Les recettes non-fiscales ont atteint au premier semestre de cette année un montant de 14,69 Milliards MRU, soit un taux de réalisation de 55% des prévisions de l'année (26,87 Milliards MRU) et une évolution de 15% par rapport à la même période de l'année précédente (12,76 Milliards MRU).



**Graphique 5 : Réalisations des recettes non fiscales**

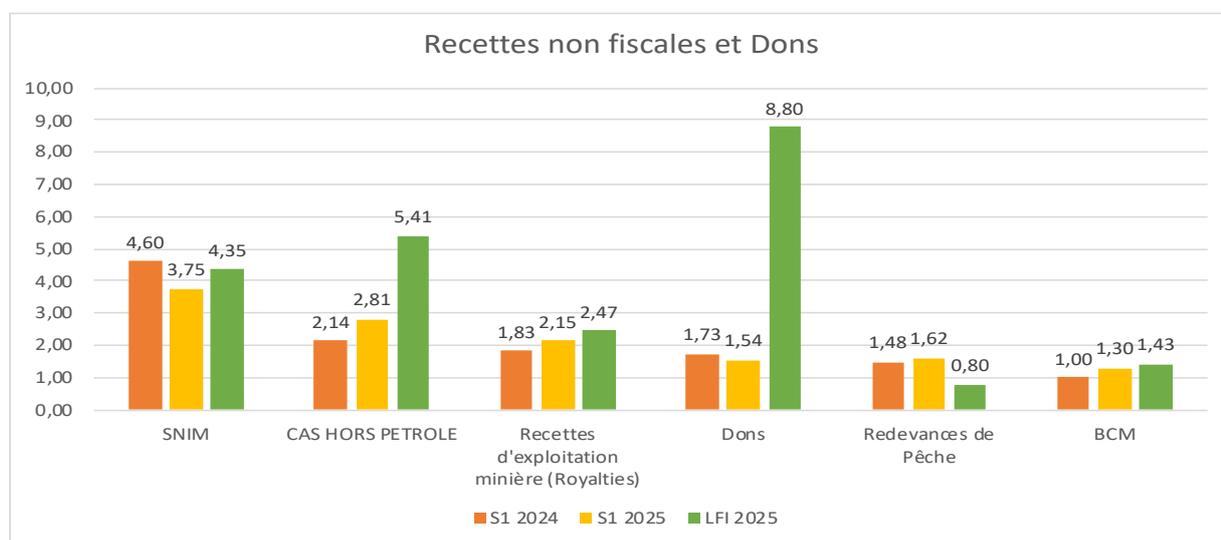


**Graphique 6 : Répartition des recettes non-fiscales S1 2025**

La structure des recettes non fiscales révèle une forte concentration autour des dividendes et redevances des entreprises publiques, qui représentent 45 % du total. Cette dépendance traduit le rôle prépondérant du secteur public dans la mobilisation des ressources hors fiscalité classique

Les comptes spéciaux constituent la deuxième source avec 17 %, reflétant l'importance des mécanismes extra-budgétaires dans le financement de certaines politiques publiques. Les recettes de la pêche et les recettes minières, chacune à hauteur de 14 %, occupent une place significative et témoignent de l'exploitation des ressources naturelles, mais aussi de leur volatilité potentielle liée aux marchés internationaux et aux aléas environnementaux.

- Les dividendes des entreprises publiques ont atteint 5,49 Milliards MRU représentant 74% des prévisions de l'année 2025 (7,37 Milliards MRU) et une sensible régression de -4% par rapport à leur performance du premier semestre de l'année dernière.
- Les recettes de la pêche ont atteint 2,35 Milliards MRU, soit 31% des prévisions de l'année (7,56 Milliards MRU) et une évolution de 30% par rapport à la même période de l'année dernière (1,81 Milliards MRU).
- Les recettes des comptes spéciaux se sont situées à 2,81 Milliards MRU au premier semestre de cette année, contre 5,41 Milliards prévu par la LFI, soit un taux de réalisation de 52%, et une progression 32% par rapport au premier semestre de 2024 (2,14 Milliards MRU).
- Les recettes minières ont enregistré une hausse 20% par rapport au premier semestre de l'année dernière (2,86 Milliards MRU) atteignant un montant de 2,23 Milliards MRU et une réalisation de 78% des objectifs annuels.



**Graphique 7 : Performances des Recettes non fiscales détaillées et Dons S1 2025**

### 1.3. Recettes des hydrocarbures

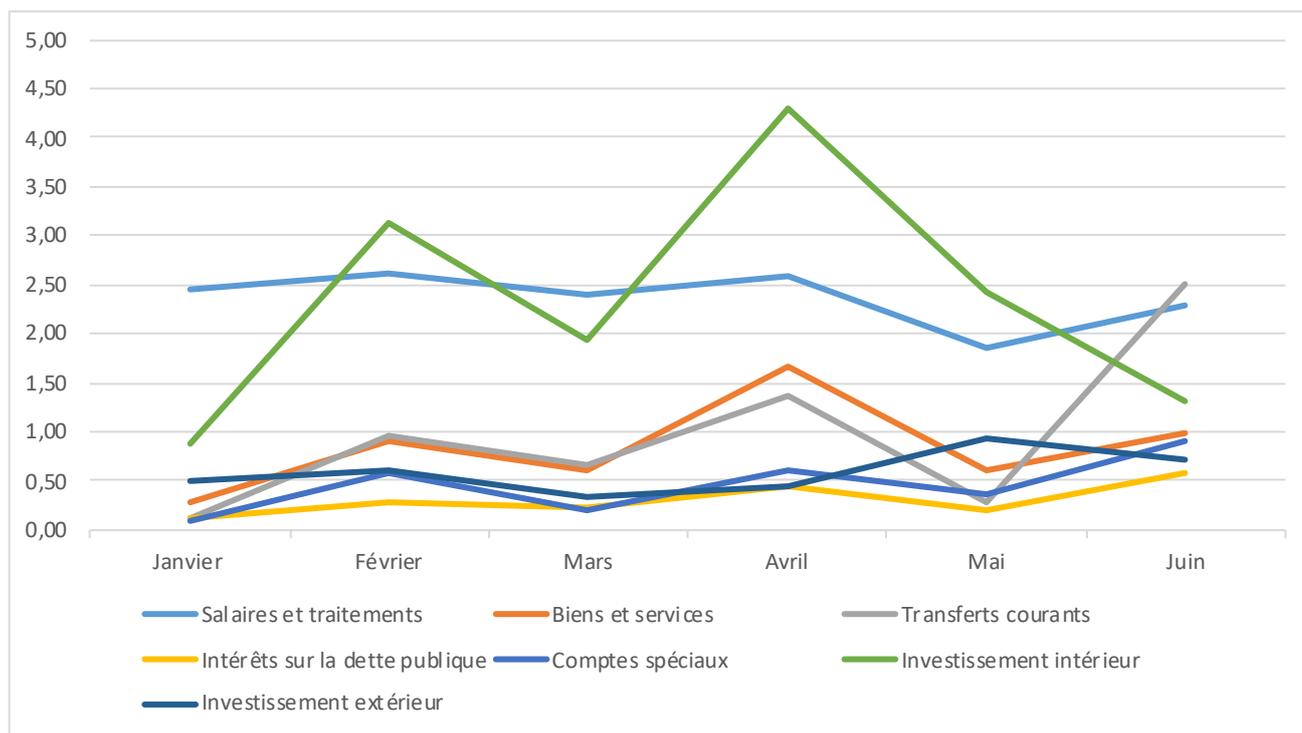
Les recettes pétrolières et gazières se sont élevées à 2,43 Milliards MRU au premier semestre de 2025. Prévues à 2,60 Milliards MRU et réalisées à 90%, elles ont évolué de 1,54 Milliards MRU soit 191% par rapport à la même période de l'année dernière. Cette progression est imputable à la performance des recettes fiscales (des hydrocarbures) qui ont atteint 1,30 Milliards MRU au premier semestre de cette année contre 0,06 à la même période de l'année dernière.

Recettes des hydrocarbures	S1 2024	S1 2025
Recettes pétrolières et gazières	0,80	2,34
Recettes fiscales	0,06	1,70
Recettes non fiscales	0,75	0,64

**Tableau 3: Recettes des hydrocarbures**

## 2. DÉPENSES & PRÊTS NETS

Les dépenses et prêts nets, au titre du premier semestre de 2025 ont atteint 51,29 Milliards MRU. Ils ont connu une évolution de 17% par rapport au premier semestre de l'année dernière (43,99 Milliards MRU). Sur une prévision de 116,87 Milliards MRU, leur taux de réalisation s'est élevé à 44% de l'objectif annuel.



Graphique 8: Évolution des dépenses

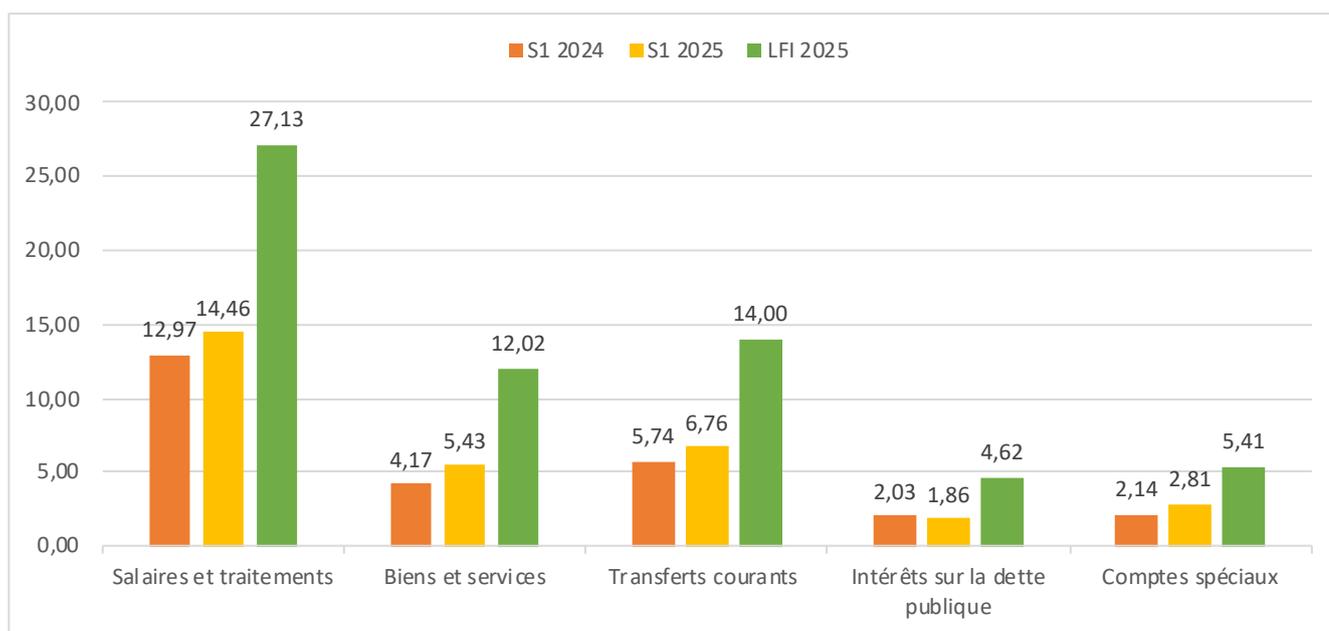
La représentation ci-dessus permet d'apprécier le rythme des rubriques principales des dépenses et de constater l'amplitudes de leurs variations :

- Les salaires et traitements ont fluctué autour d'une moyenne mensuelle de 2,37 Milliards MRU et des extrêmes en février et en Mai, respectivement de 2,62 et 1,86 Milliards MRU ;
- Les dépenses de biens ont connu une évolution sinusoïdale avec un minimum en Janvier de 0,27 Milliards MRU et un maximum de 1,67 Milliards MRU en Avril ;
- Les transferts courants ont oscillé autour d'une moyenne mensuelle de 0,98 Milliards MRU avec des extrêmes en janvier et en Juin, respectivement de 0,13 et 2,50 Milliards MRU ;
- Les intérêts de la dette publique ont évolué, irrégulièrement, tout au long de la période autour d'une moyenne de 0,31 Milliards MRU, avec des valeurs maximale et minimale en janvier et en juin de 0,11 et 0,58 Milliards MRU ;

- Les comptes spéciaux ont évolué autour d'une moyenne 0,46 Milliards avec un minimum de 0,10 Milliards MRU en janvier et 0,91 Milliards MRU en juin ;
- Les investissements sur financement extérieure sont établis autour d'une moyenne de 0,59 Milliards MRU avec une valeur minimale de 0,34 Milliards MRU en Mars et 0,93 Milliards MRU en Mai ;
- Les investissements sur financement intérieur ont connu une évolution irrégulière autour d'une moyenne de 2,33 Milliards MRU avec une amplitude de variation de 3,42 Milliards MRU entre les valeurs de janvier et avril ;

## 2.1. Dépenses courantes

Les dépenses courantes se sont établies, au cours de la première moitié de l'année, à 33,45 milliards MRU pour une prévision annuelle de 65,68 milliards MRU, soit un taux d'exécution de 51 % et une progression de 13 % par rapport à leur niveau du premier semestre de l'année précédente.



Graphique 9: Dépenses courantes

La représentation ci-dessus fait ressortir les constats suivants :

- Les traitements et salaires, ont été réalisés à hauteur de 14,46 Milliards MRU sur une prévision annuelle de 27,13 Milliards MRU, soit une réalisation de 53% et une progression de 12% par rapport à la même période de l'année dernière (12,97 Milliards MRU) ;
- Les dépenses de biens et services ont été réalisées à 45% des prévisions annuelles (12,02 Milliards MRU) s'élevant à 5,43 Milliards MRU et ont connu progression de 30% par rapport au premier semestre de l'année dernière (4,17 Milliards MRU) ;

- Les transferts courants se sont situés à 6,76Milliards MRU, soit un taux d'exécution de 48% de l'objectif annuel (14,00Milliards MRU). Par rapport au premier semestre de l'année dernière, les transferts ont évolué de 30% ;
- Les intérêts de la dette publique, exécutés à hauteur de 40%, se sont chiffrés à 1,86 Milliards MRU au 30 Juin 2025.Ils ont régressé de -8% par rapport à leur niveau de l'année dernière (2,03 Milliards MRU)
- Enfin, les dépenses des comptes spéciaux ont atteint 2,81 Milliards MRU sur une prévision annuelle de 5,41 Milliards MRU, soit un taux de réalisation de 52% et une augmentation de32% par rapport à leur niveau du 30 juin 2024.

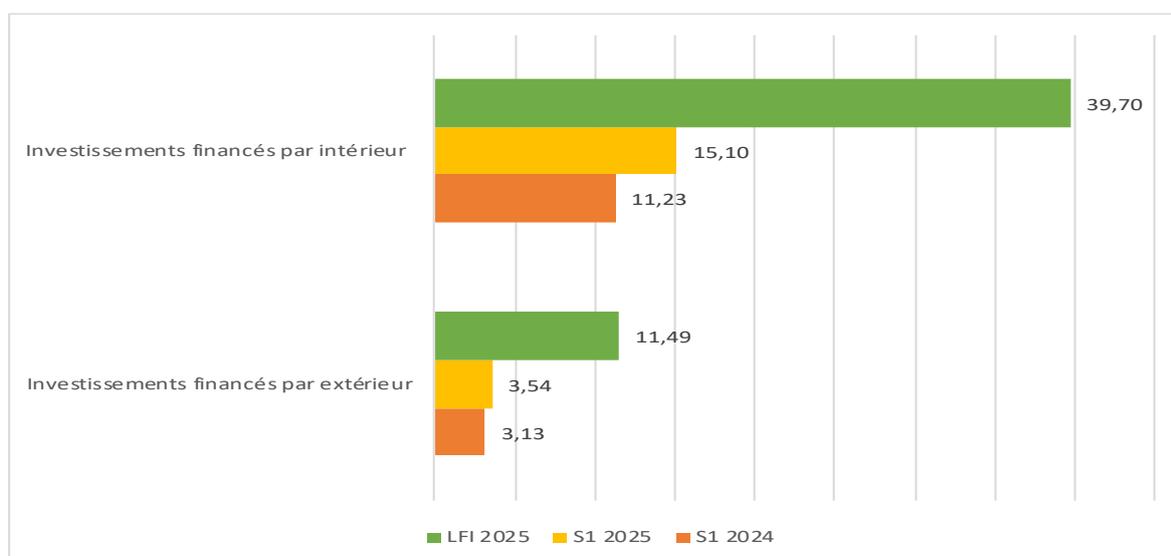
## 2.2. Dépenses d'équipement

Les dépenses d'équipement, au titre du premier semestre de 2025, ont atteint 18,64 Milliards MRU sur une prévision annuelle de 51,19 Milliards MRU, soit un taux d'exécution de 36%. Par rapport à la même période de l'année dernière, les investissements ont connu une progression de l'ordre de 4,28 Milliards MRU (+30%).

Elles se composent de dépenses réalisées sur financement intérieur (part de 81%) et des dépenses réalisées sur financement extérieur (19%).

Les dépenses sur financement intérieur, en cette première partie de l'année, ont été exécutées à hauteur de 15,10 Milliards MRU sur une prévision annuelle de 39,70 Milliards MRU, soit un taux d'exécution de 38%. Par rapport au premier semestre de 2024, ces dépenses ont progressé de 3,87 Milliards MRU (34%).

Également, les dépenses sur financement extérieur ont atteint 3,54 Milliards MRU sur un objectif annuel de 11,49 Milliards MRU, soit un taux de réalisation de 31%. Elles ont connu une progression de 0,41 Milliards MRU par rapport à leur niveau du 30 juin 2024 (13%).



Graphique 10: Dépenses d'investissement

## 2.2.1 Dépenses d'investissement sur financement intérieur

Durant ces dernières années, en raison du contexte particulier induit par les conséquences de la pandémie du COVID-19, l'État a consenti des efforts soutenus pour maintenir un niveau élevé des dépenses d'investissements, en marge de sa politique générale visant, entre autres, à redynamiser l'économie nationale et doter le pays des infrastructures nécessaires à son développement.

Au vu de ce qui précède et compte tenu du poids des dépenses d'investissement dans la structure de la croissance, de la croissance, il est pertinent de présenter, pour le premier semestre 2025, les dépenses d'investissement effectivement payées, à travers une analyse sectorielle conforme à la classification des fonctions des administrations publiques (CFAP, ou COFOG en anglais), laquelle implique une ventilation détaillée des dépenses selon les fonctions ou les objectifs socioéconomiques poursuivis par les administrations publiques.»

Cette ventilation s'inscrit dans un ensemble de quatre classifications référencées sous le terme de nomenclature des dépenses par fonction décrites dans le Manuel des Statistiques des Finances Publiques de 2001 au niveau des chapitres 6.96 à 6.104. Ces classifications ont été élaborées par l'OCDE pour offrir un cadre normatif de comparaison des budgets des États. Il convient ici de mentionner que l'objectif poursuivi par ce rapport est de rendre compte sur l'utilisation des moyens financiers de l'État, et non de faire un compte rendu des projets d'investissement exécutés au niveau des départements sectoriels.

Au cours de la période sous revue, les dépenses d'investissement sur financement intérieur se sont élevées à 18,22 Milliards MRU. Il convient ici de mentionner que l'écart (1,1 Milliards MRU) entre les investissements sur financement intérieur tels qu'ils figurent sur le TOFE et sur la classification fonctionnelle résulte de la non prise en charge des ordonnancements au niveau du TOFE (base paiements) et de la non prise en charge des avances au niveau de la classification (base ordonnancement).

Ces dépenses sont réparties conformément à la ventilation CFAP au tableau suivant :

Dépenses d'investissement de l'État par fonction principale	Exécution 2025
Enseignement	3 998 388 643,59
Services publics généraux	3 418 128 110,35
Affaires économiques	3 330 716 180,29
Action et protection sociale	2 637 908 052,25
Aménagements collectifs et logements	1 313 120 585,56
Défense	747 451 434,00
affaires islamiques, culture et loisirs	351 461 227,92
Ordre et sécurité publique	276 390 042,43
Non classé	91 620 239,08
Protection de l'environnement	66 645 750,55
Santé	10 000 000,00
<b>Total général</b>	<b>16 241 830 266,02</b>

T4: Ventilation des dépenses d'investissement par fonction principale

Les différentes fonctions sont abordées dans les parties qui suivent en vue de mettre l'accent sur les principaux postes des dépenses d'investissement.

### 2.2.1.1 Enseignement

L'investissement dans le secteur de l'éducation a atteint 3,99 Milliards MRU, ce qui représente 25% des dépenses d'investissement. Ce montant n'inclut pas les dépenses effectuées sur le compte d'affectation spéciale du PNDSE.

Libellé	Montant
Enseignement du troisième degré	2 178 719 554,80
Enseignement n.c.a.	54 112 903,19
Enseignement non défini par le niveau	4 741 848,48
Enseignement préprimaire et primaire	1 760 814 337,12
<b>Total général</b>	<b>3 998 388 643,59</b>

#### T5: Ventilation des dépenses « Enseignement »

### 2.2.1.2 Services publics généraux

Les dépenses de cette fonction regroupent les dépenses effectuées au niveau des organes centraux et déconcentrées de l'État qui ont atteint 21% des dépenses d'investissement du premier semestre 2025.

Libellé	Montant
Organes législatifs et exécutifs et affaires étrangères	845 946 501,38
Recherche fondamentale	4 937 197,94
Services des affaires financières et budgétaires	1 401 031 898,03
Services généraux de l'administration	1 157 231 962,00
Services publics généraux non classés ailleurs	8 980 551,00
<b>Total général</b>	<b>3 418 128 110,35</b>

#### T6: Dépenses des Services Publics Généraux

Les dépenses relatives aux Services Publics Généraux, se sont situées à 3,41 Milliards MRU.

La rubrique « Services généraux de l'administration » correspond essentiellement aux subventions du Fonds Régional de Développement (FRD) allouées aux communes.

Pour ce qui est du fonctionnement des organes législatifs et exécutifs et des affaires étrangères, il s'agit pour l'essentiel de la contribution du gouvernement au programme d'appui à la décentralisation.

Quant à la rubrique « Services publics généraux non classés ailleurs », elle correspond exclusivement à l'appui à l'ANRPTS (Agence National du Registre des Populations et des Titres Sécurisés).

### 2.2.1.3 Affaires Économiques

Cette fonction principale inclue toutes les dépenses structurantes visant le développement des secteurs les plus importants pour l'économie du pays, et représente 21% des dépenses d'investissements. L'exécution de ces dépenses a atteint 3,33 Milliards MRU au cours du premier semestre 2025.

Libellé	Montant
Affaires concernant la recherche et le développement économique	22 625 476,86
Affaires économiques générales, affaires concernant le commerce et la main d'œuvre	93 815 669,77
Autres activités commerciales, industrielles et artisanat	9 356 080,00
Combustibles et énergie	301 996 385,72
Développement rural	720 635 362,69
Industries extractives, industries de transformation, et bâtiments et travaux publics	2 123 125 737,25
Transport	59 161 468,00
<b>Total général</b>	<b>3 330 716 180,29</b>

#### T7:Dépenses des affaires économiques

La fonction « Industries extractives, industries de transformation et bâtiments et travaux publics » dont les dépenses s'élèvent à 2,12 Milliards MRU, constitue la principale rubrique d'investissement au niveau de cette fonction. Il s'agit là de réhabilitations ou de constructions de bâtiments de Wilayas, de Moughataas ou arrondissements mais aussi de certains décomptes de quelques édifices publics.

La fonction « Développement rural », qui vise l'assurance d'un accroissement soutenu de la production alimentaire ainsi que la sécurité alimentaire sur l'étendue du territoire national, dont les dépenses s'élèvent à 0,72 Milliards MRU, constitue la deuxième rubrique en termes d'exécution, au niveau des dépenses d'investissement de la fonction affaires économiques, et est répartie principalement entre les secteurs de l'élevage, l'agriculture et la pêche.

L'exécution des dépenses de la fonction « combustibles et énergie » est de l'ordre de 0,30 Milliards MRU. Elles se sont inscrites dans le cadre du soutien de l'énergie renouvelable.

### 2.2.1.4 Action et protection Sociale

Les dépenses de l'action et protection sociale se sont chiffrées à 2,63 Milliards MRU. Ce montant s'explique par le contexte particulier de l'année 2025 où le conflit Russo-ukrainien, est venu s'ajouter aux conséquences néfastes de la pandémie, exigeant des appuis ponctuels aux populations les plus vulnérables.

Les dépenses de l'action et protection sociale ont pour l'essentiel servi à appuyer les programmes de lutte contre la pauvreté et les séquelles d'esclavage, et ceux de la petite enfance, de la promotion féminine et de la famille.

### 2.2.1.5 Aménagements collectifs et logements

Les dépenses des Aménagements collectifs et logements ont atteint 1,31 Milliards MRU, soit 8% des dépenses d'investissement totales, allouées principalement à l'approvisionnement en eau potable.

### 2.2.1.6 Affaires islamiques, culture et loisirs

L'investissement au niveau des Affaires islamiques, culture et loisirs représentent 2% des dépenses d'investissement réparties conformément au tableau ci-après.

Libellé	Montant
Culture, jeunesse, sports et loisirs	276 188 247,72
Service concernant la radiodiffusion, la télévision et l'édition	54 607 500,00
Services concernant les affaires religieuses	20 665 480,20
<b>Total général</b>	<b>351 461 227,92</b>

T8: Ventilation des dépenses « des Affaires islamiques, culture et loisirs »

Au titre du premier semestre 2025 l'exécution des dépenses de la fonction « Affaires islamiques, culture et loisirs » est de l'ordre de 0,35 Milliards MRU.

### 2.2.1.7 Ordre et Sécurité Publique

Les dépenses liées à l'ordre et à la sécurité publique ont été exécutées à hauteur de 0,27 Milliards MRU.

Libellé	Montant
Ordre et sécurité n.c.a.	134 069 800,00
Prisons	13 644 142,43
Services de la justice	33 176 100,00
Services de protection contre l'incendie	95 500 000,00
<b>Total général</b>	<b>276 390 042,43</b>

T9: Dépenses de l'Ordre et de la sécurité publique

### 2.2.1.8 Protection de l'environnement

Globalement les dépenses d'investissement relatives à la protection de l'environnement ont atteint 0,07 Milliards MRU.

Libellé	Montant
Gestion des eaux usées	7 774 533,70
Protection de la biodiversité et de l'environnement	35 447 309,87
Protection de l'environnement n.c.a.	23 423 906,98
<b>Total général</b>	<b>66 645 750,55</b>

T10: Dépenses de la protection de l'environnement

### 2.2.1.9 Santé

Le secteur de la santé demeure l'un des secteurs prioritaires pour le pays, et est au cœur de la politique générale du Gouvernement visant à rapprocher l'offre de soins des populations les plus vulnérables, à travers la disponibilité des équipements et médicaments essentiels ainsi que de ressources humaines qualifiées et limiter par ce biais la vulnérabilité du secteur et notre dépendance vis-à-vis de l'extérieur dans ce domaine.

Une grande partie des dépenses liées à la santé sont cependant exécutées au niveau du budget de fonctionnement.

## 2.2.2 Dépenses d'investissements sur financement extérieur

La Mauritanie a mis en place plusieurs réformes pour améliorer son attractivité, dont le Conseil Supérieur pour l'Amélioration du Climat des Affaires, la Chambre Internationale de Médiation, ainsi que la mise en place du Guichet unique rattaché à la nouvelle

Agence de Promotion des Investissements en Mauritanie « APIM ». Cette dernière est un établissement public à caractère administratif chargé de la politique nationale dans le domaine de la promotion des investissements ,avec comme objectif principal la mise en place des mécanismes permettant d'accroître les capacités productives du pays, la création d'emplois et la génération de revenus pour le bien - être et la prospérité des citoyens.

Les différents facteurs susmentionnés ont bien sur un impact favorable sur l'attractivité de la Mauritanie auprès des investisseurs étrangers, et sur la mobilisation de fonds auprès des partenaires au développement.

Le financement extérieur se présente sous plusieurs formes : les dons et les prêts dans le but de contribuer au développement. Ce financement extérieur constitue une partie importante du budget consolidé d'investissement (22%), qui couvre l'ensemble des programmes et projets d'investissements programmés par le Gouvernement.

Au cours du premier semestre 2025, les dépenses d'investissements exécutées sur financement extérieur ont atteint 5,62 Milliards MRU (38% des sources de financement étant des dons (soit 2,12 Milliards MRU) et 62% au titre des prêts (soit 3,49Milliards MRU). Ce montant comprend les dépenses d'investissements sur financements extérieurs pour l'administration centrale (3,25 milliards MRU) ainsi que pour les entreprises publiques (2,08 milliards MRU).

Ces dépenses sont passées en revue par secteur d'activités dans les parties qui suivent.<sup>1</sup>

### 2.2.2.1 Développement rural

L'investissement dans le cadre des projets de développement rural au 1<sup>er</sup> semestre 2025 s'élève à 0,97Milliards MRU, dont45% de dons octroyés par les différents bailleurs de fonds et 55% de prêt ayant des taux de confessionnalité assez élevés.

Ce secteur se compose des rubriques suivantes :

- Agriculture 52% (dont34% des dons) ;
- L'élevage 30% (50% provenant des dons) ;
- L'hydraulique villageoise-pastorale (6%) ;
- L'environnement (12%);

#### L'environnement 12% dont l'intégralité provient des dons.

<sup>1</sup> La répartition par secteur des dépenses d'investissement sur financement extérieur ne distingue pas la part des dépenses ayant été exécutées sur le budget de l'État, ni sur les budgets des entreprises publiques, ni sur les budgets annexes. Celle est donc présentée afin d'offrir un aperçu des poids respectifs des secteurs d'activités dans les investissements publics de façon consolidée, mais le périmètre va au-delà de celui du rapport et du TOFE qui sont limité au budget de l'État central.

Libellé	Montant
Agriculture	511 431 737,52
Élevage	288 192 449,54
Environnement	117 494 136,16
Hydraulique villageoise-pastorale	56 834 237,07
Recherche/Formation/Vulgarisation	1 071 040,00
<b>Total</b>	<b>975 023 600,29</b>

T11: Développement Rural

### 2.2.2.2 Développement industriel

Le Développement Industriel couvre les investissements relatifs à la pêche et à l'énergie avec un montant total de 1,46Milliards MRU au premier semestre 2025, dont 54% financé par des dons. Les dépenses de l'énergie ont représenté 85% des dépenses du secteur.

Libellé	Montant
Energie	1 241 312 049,12
Mines hors SNIM	26 541 102,28
Pêche	194 870 541,00
Total	1 462 723 692,40

T12: Développement Industriel

### 2.2.2.3 Aménagement du territoire

Les dépenses liées à l'aménagement du territoire ont été de 1,67Milliards MRU dont 83% financé par des prêts. Ces dépenses se sont réparties comme suit :

- Habitat/Urbanisme/Transport 19% ;
- Hydraulique urbaine et assainissement (53% de l'enveloppe globale, dont 74% financé par prêts) ;
- Télécommunications 9% (financés par des prêts).
- Infrastructures routières 16% (financés intégralement par des prêts) ;
- Infrastructures portuaires 3%.

Libellé	Montant
Habitat/Urbanisme/Transport	326 623 716,26
Hydraulique urbaine & Assainissement	895 360 136,92
Infrastructures portuaires	49 679 931,20
Infrastructures routières	260 689 928,65
Télécommunications	144 027 570,36
<b>Total</b>	<b>1 676 381 283,39</b>

T13 : Aménagement du Territoire

### 2.2.2.4 Ressources humaines

Les dépenses relatives aux ressources humaines ont été de 0,55 Milliards MRU constitués à 67% de dons.

- L'éducation a représenté 37% des dépenses, dont 84% sont des dons ;
- La santé et les affaires sociales ont atteint 0,12 milliards MRU financés à hauteur de 94% par des prêts ;
- La justice (6% de cette rubriques) ;
- L'emploi a atteint 35% de cette rubrique et a été financé à hauteur de 82% par des dons.

Libellé	Montant
Education	205 322 371,38
Emploi	191 923 865,72
Justice	33 782 573,20
Santé et Affaires Sociales	122 606 486,88
<b>Total</b>	<b>553 635 297,18</b>

T14 : Ressources Humaines

### 2.2.2.5 Développement institutionnel

Le développement institutionnel a coûté 0,09 Milliards MRU pour l'appui à l'administration, financé intégralement par des prêts.

### 2.2.2.6 Projets multisectoriels

Les dépenses d'investissement des projets multisectoriels ont atteint 0,86 Milliards MRU, dont 71% constitués de prêts.

## 2.3. Classification fonctionnelle des dépenses

La classification fonctionnelle se fait conformément à un modèle normalisé qui permet de suivre les flux injectés dans les secteurs de l'économie. L'analyse fonctionnelle effectuée ici concerne l'ensemble des dépenses, et va donc au-delà de l'analyse présentée dans la partie 2.2.1, qui se focalise sur la classification fonctionnelle des dépenses d'investissement.

Ce modèle ne tient compte que des dépenses effectivement ordonnancées hors dépenses sur financement extérieur ce qui constitue une justification de l'écart susmentionné.

Libellé	Montant
Services publics généraux	18 869 659 093,95
Enseignement	14 532 025 442,58
Affaires économiques	8 426 343 429,95
Non classé	4 317 144 006,23
Action et protection sociale	3 435 874 732,47
Ordre et sécurité publique	2 453 800 540,45
Défense	2 367 987 962,18
Santé	2 060 883 030,65
affaires islamiques, culture et loisirs	1 696 490 299,35
Aménagements collectifs et logements	1 466 182 943,08
Protection de l'environnement	321 263 306,17
<b>TOTAL</b>	<b>59 947 654 787,06</b>

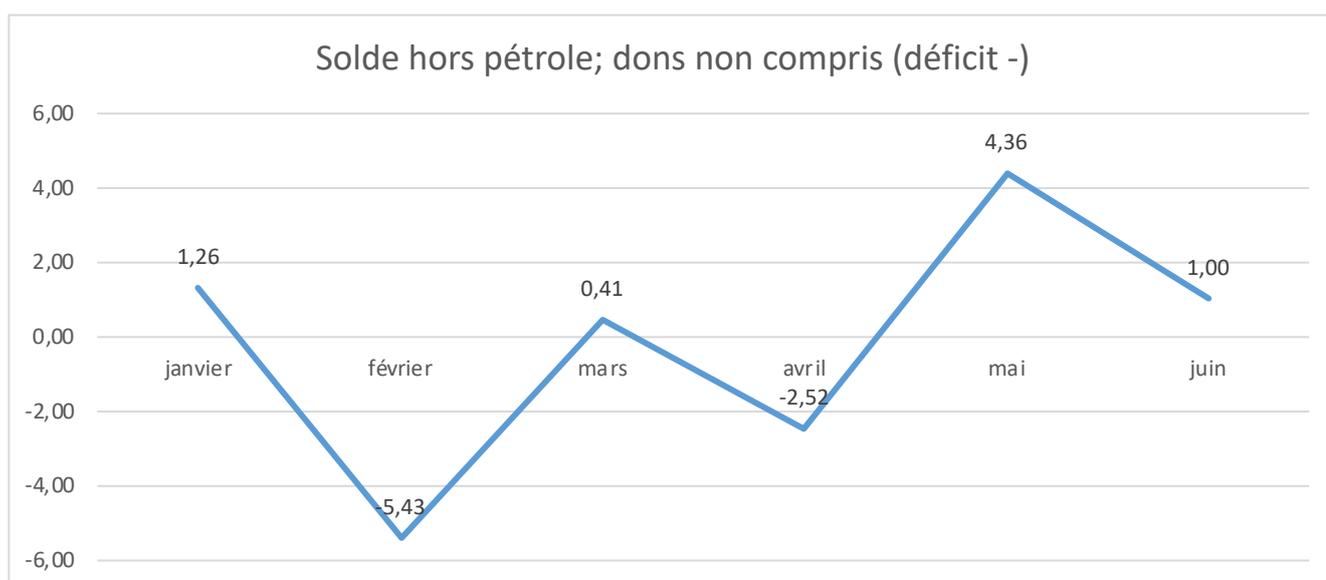
T15 : Répartition des dépenses par fonction principale

Le tableau ci-dessus présente l'exécution des dépenses suivant les fonctions principales de la nomenclature fonctionnelle. Elles se composent principalement des dépenses de services publics généraux pour 18,86 Milliards MRU (31%), de l'enseignement pour 14,53 Milliards MRU (24%), des affaires économiques pour 8,42 Milliards MRU (14%), des dépenses non classées pour 4,31 Milliards MRU (7%) et de l'action et protection sociale pour 3,43 Milliards MRU (6%).

### 3. SOLDES

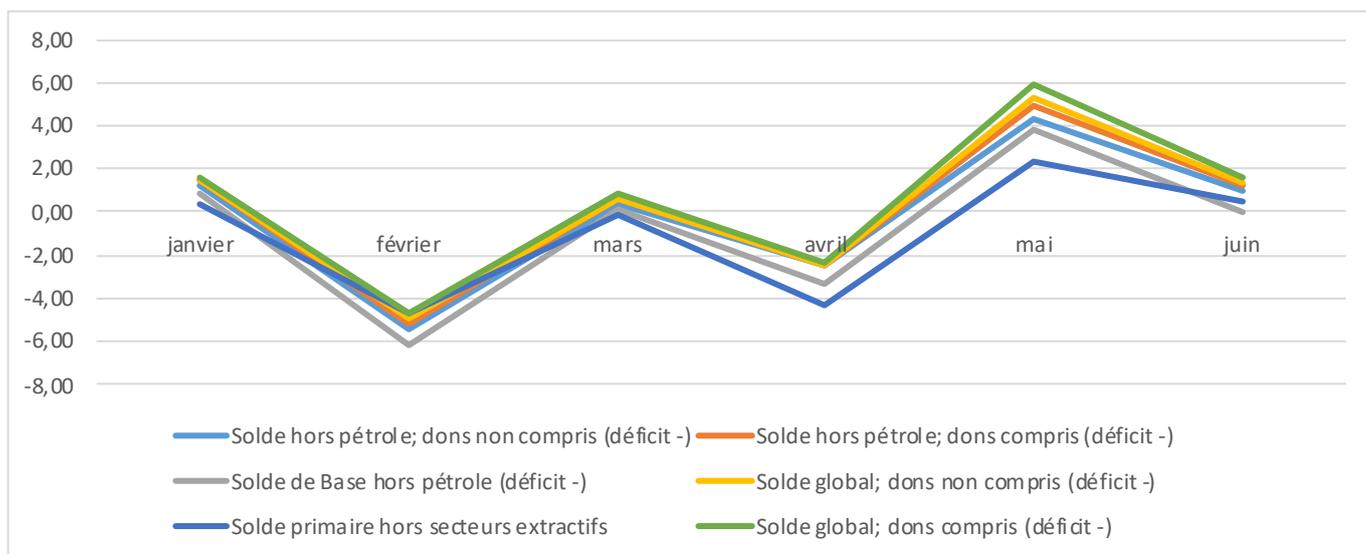
L'exécution du budget, au titre du premier semestre de l'année, fait ressortir un solde global excédentaire de 2,05 Milliards MRU, sur une prévision annuelle déficitaire de (6,37) Milliards MRU.

Le solde hors pétrole (dons non compris) représente la différence entre les recettes totales (hors dons et recettes des hydrocarbures) et les dépenses totales (hormis les intérêts sur la dette publique extérieure et les investissements financés par l'extérieur), et permet d'évaluer la situation financière de l'État, sans avoir recours aux ressources non pérennes, à savoir les dons et les recettes des hydrocarbures, et en excluant les dépenses non-discretionnaires. Ce solde a enregistré au 30 Juin de cette année un déficit de (1,83) Milliards MRU, sur une prévision annuelle de (17,77) Milliards MRU.



Graphique 11 : Évolution mensuelle du solde de base hors pétrole et dons

Cette performance trouve son origine principalement dans l'amélioration significative de la mobilisation des ressources internes. En effet, les recettes non pétrolières hors dons ont atteint 49,45 milliards MRU au cours du premier semestre 2025, contre 44,74 milliards à la même période en 2024, soit une progression de 4,71 milliards MRU. Cette évolution traduit une dynamique positive en matière de recouvrement fiscal et de gestion administrative, contribuant à réduire la dépendance vis-à-vis des ressources conjoncturelles.



**Graphique 12 : Évolution mensuelle des soldes**

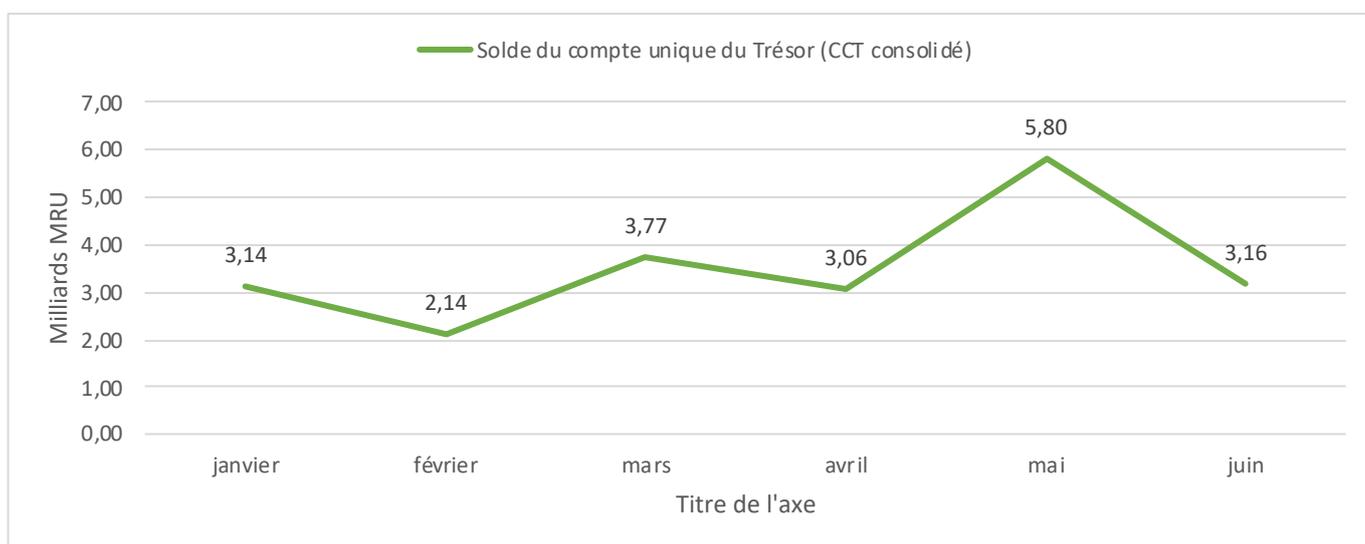
Le graphique représentatif de l'évolution mensuelle des soldes transcrit l'importance du secteur extractif dans la formation des soldes excédentaires avec des amplitudes de variation de -0,02 à 3,58 Milliards MRU entre le solde global et le solde primaire hors industries extractives.

# FINANCEMENT

Au premier semestre de cette année, les financements ont dégagé un surplus financier d'un montant de (2,05) Milliards MRU. Cela s'est traduit par la stabilisation du des disponibilités du Trésor à la BCM. En effet, la variation du solde du CUT-BCM se justifie par le solde global réalisé durant la période augmenté (+) des variations des autres postes du financement intérieur et du financement extérieur net.

Ainsi, le disponible du Trésor à la BCM est passé de 3,14 Milliards MRU à 3,16 Milliards MRU du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2025.

## Évolution du solde CUT-BCM en S1 2025



Graphique 13: Évolution du solde CUT-BCM

### 4.1. Financement intérieur

Au titre du premier semestre de 2025, le financement intérieur a été opéré à hauteur de 1,64 Milliards MRU et s'est composé de :

- Le financement par titres du trésor (Bons et Obligations bancaires) ont atteint 3,59 Milliards MRU. Les Bons du Trésor représentent 1,6 Milliards MRU tandis que les obligations se sont élevées à 1,96 Milliards MRU.

- Le recours aux titres non bancaire s'est soldé, sur la période, par une capacité de de financement de 0,03 Milliards MRU
- Les autres postes de financement intérieur tels que la variation des arriérés intérieurs, les variations sur les comptes de dépôts et autres financements intérieur ont, en somme, affiché un besoin de financement de (1,95) Milliards MRU à la fin de la période.

## **4.2. Financement extérieur**

Lefinancement extérieur pour ce semestres 'est établi à hauteur de (-3,83) Milliards MRU. En effet, les Amortissements de la Dette ont atteint sur la période (5,19) Milliards MRU et les Emprunts nouveaux 2,00 Milliards MRU permettant un financement par Emprunts (extérieurs) nets de (-3,19) Milliards MRU, ce qui traduit l'usage fait du solde budgétaire qui aura permis de stabiliser le niveau du disponible du Trésor à la BCM tout en remboursant une grande partie de la dette publique sans recours aux prêts. Par ailleurs, le compte pétrolier net, n'ayant pas connu de tirage sur le compte FNRH (fonds national des revenus des hydrocarbures) a affiché un montant de (-0,64) Milliards MRU émanant des recettes pétrolières du premier semestre de cette année.

## 5. CONCLUSION

L'exécution du budget de l'État pour le premier semestre 2025 a été marquée par un excédent budgétaire de 2,05 Milliards MRU. Elle fait apparaître une bonne mobilisation des recettes, atteignant (48,27% des prévisions de la LFI) pour un montant total de 53,33 Milliards MRU. Les recettes fiscales ont été mobilisées à hauteur de 36,46 Milliards MRU (50,48 de LFI) tandis que les recettes non fiscales se sont situées à 14,69 Milliards MRU (55% de LFI).

Les dépenses de l'État ont été exécutées à hauteur de 44% de LFI, soit un montant de 51,29 Milliards MRU reflétant les efforts de performance et d'accélération du rythme de l'exécution budgétaire pour mieux atteindre les objectifs visés par le budget.

L'exécution des dépenses courantes a atteint 33,45 Milliards MRU par rapport à une prévision de 65,68 Milliards MRU soit un taux d'exécution de 51%. Les dépenses d'investissement ont atteint 18,64 Milliards MRU, dont 15,10 Milliards MRU (État Central) et 3,54 Milliards MRU sur financement extérieur.

Au niveau du financement, le solde du compte unique du Trésor à la BCM a enregistré une légère augmentation de 0,02 Milliards MRU. Les financements extérieurs se sont soldés par un besoin de financement à hauteur de 3,83 Milliards MRU, dus essentiellement à l'amortissement de la dette.

Au niveau de la classification fonctionnelle des dépenses, les Services Publics Généraux, l'enseignement et les affaires économiques ont été respectivement en première, deuxième et troisième position par rapport aux six autres rubriques de la classification fonctionnelle en se situant respectivement à 18.86, 14.53 et 8.42 Milliards MRU.

---

# ANNEXES

---

## ANNEXE I : TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT POUR LE PREMIER SEMESTRE 2025

Libellée	Réal. S1 2024	Jan	Fév.	Mar	Avr	Mai	Juin	Réal. S1 2025	LFI 2025	Tx Ex.
<b>Recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières)</b>	<b>47,62</b>	<b>6,45</b>	<b>5,67</b>	<b>7,47</b>	<b>9,30</b>	<b>12,89</b>	<b>9,59</b>	<b>53,33</b>	<b>110,50</b>	<b>48,27%</b>
Revenus non pétroliers et dons	46,96	6,25	5,14	7,26	9,21	11,94	9,23	50,99	107,90	47,26%
Revenus non pétroliers hors dons	44,74	6,07	4,94	7,00	9,11	11,38	8,98	49,45	99,10	49,90%
<b>Recettes fiscales</b>	<b>30,38</b>	<b>4,43</b>	<b>3,98</b>	<b>6,50</b>	<b>6,63</b>	<b>6,32</b>	<b>7,15</b>	<b>36,46</b>	<b>72,23</b>	<b>50,48%</b>
Impôts sur les bénéfices et revenus nets	12,02	2,05	1,56	3,74	1,48	2,50	3,51	15,00	22,88	65,54%
BIC et BNC	4,00	0,12	0,34	2,59	0,23	0,73	2,23	6,26	8,68	72,07%
dont : recettes extractives	1,09	-	-	1,19	-	-	0,89	2,09	1,20	174,01%
Impôt minimum forfaitaire	1,86	0,18	0,32	0,35	0,35	0,44	0,37	2,18	2,72	79,97%
dont : recettes extractives	0,00	0,09	0,01	0,01	0,00	0,01	0,01	0,13		
dont : DGI	2,43	0,06	0,10	0,09	0,10	0,06	0,06	0,47		
ITS	4,55	1,48	0,74	0,65	0,72	0,94	0,78	5,30	9,03	58,74%
Etat	0,45	0,04	0,04	0,04	0,03	0,04	0,04	0,22		
Autres	8,66	1,44	0,70	0,61	0,69	0,90	0,74	5,09		
IRCM	0,97	0,19	0,02	0,02	0,14	0,36	0,06	0,80	1,25	63,85%
dont : recettes extractives	0,51	0,08	-	0,00	0,07	0,36	0,06	0,57	0,35	163,90%
IGR	0,00	-	0,00	-	-	-	0,00	0,00	-	
RSI	0,63	0,07	0,13	0,12	0,04	0,03	0,07	0,46	1,20	38,58%
dont : recettes extractives	-							-		
Taxes sur les biens et services	12,60	1,56	1,54	1,84	3,83	2,48	2,38	14,23	34,54	41,19%
TVA	7,33	0,92	1,04	1,28	1,84	1,75	1,68	9,38	20,71	45,28%
TVA intérieure	2,22	0,12	0,31	0,49	0,63	0,38	0,40	2,75	7,27	37,88%
TVA sur les importations	5,11	0,80	0,73	0,80	1,20	1,37	1,28	6,62	13,44	49,28%
dont : recettes extractives	-	-	-	-	-	-	-	-		
Taxe unique SNIM et TPS	3,09	0,13	0,10	0,10	1,43	0,09	0,13	1,99	4,99	39,79%
dont : recettes extractives	2,47	-	-	-	1,29	-	-	1,29	2,20	58,76%
Taxe sur les produits pétroliers	0,90	0,14	0,10	0,16	0,20	0,22	0,20	1,12	3,24	34,57%
Contribution climat	-	0,02	0,06	0,08	0,11	0,11	0,10	0,54	1,72	

Droits de consommation (the, tabac, sucre, ciment)	0,69	0,09	0,12	0,14	0,17	0,22	0,19	1,01	2,08	48,46%
Autres taxes (assurances, véhicules, aéroport et TSST)	0,60	0,27	0,12	0,09	0,09	0,09	0,08	0,74	1,80	40,93%
Taxes sur le commerce international	5,21	0,63	0,75	0,79	1,17	1,24	1,15	6,37	12,51	50,89%
Importations	4,53	0,58	0,67	0,67	1,05	1,13	1,04	5,81	11,14	52,13%
Taxe statistique	0,68	0,05	0,07	0,12	0,12	0,11	0,11	0,56	1,37	40,81%
Autres recettes fiscales	0,55	0,19	0,13	0,12	0,14	0,11	0,11	0,87	2,30	37,96%
Droits de timbres	0,13	0,07	0,06	0,05	0,05	0,06	0,06	0,40		
Impôts sur la propriété	0,41	0,12	0,07	0,07	0,09	0,05	0,05	0,47		
Autres recettes fiscales CAS	0,00									
Recettes non fiscales	14,72	1,70	1,34	0,69	2,54	5,90	2,03	14,69	26,87	54,68%
Recettes de la pêche	2,35	0,40	0,27	0,09	0,69	0,28	0,22	2,35	7,56	31,07%
Union Européenne bud.	0,35	0,20	0,11	0,06	0,04	0,11	0,01	0,53	-	
Compensation financière	0,17	0,02	0,01	0,02	0,02	0,04	0,01	0,14		
Armateurs	-	-	-	-	-	-	-	-		
Droit territorial	0,17	0,17	0,10	0,03	0,01	0,07	0,00	0,39		
Redevances	1,85	0,13	0,13	-	0,64	0,17	0,17	1,62	-	
Taxes (les Bateaux affrétés par les nationaux)	1,13	0,13	0,13	0,21	0,34	0,17	0,05	1,18		
Licences (les étrangers)	0,72	0,01	0,01	0,01	0,30	0,00	0,12	0,44		
Droit d'accès (pêche de fond-nationaux)	0,11	0,04	0,02	0,02	0,01	0,00	0,02	0,13		
Amendes	0,04	0,02	0,00	0,01	0,00	0,00	0,01	0,07		
Recettes minières	1,89	1,02	0,08	0,04	0,97	0,11	0,02	2,23	2,86	77,96%
Recettes cadastrales	0,06	0,00	0,00	0,03	0,01	0,01	0,02	0,08		
Recettes d'exploitation (Royalties)	1,83	1,01	0,08	0,00	0,96	0,09	0,01	2,15		
Autres recettes minières	0,00	-	-	0,00	-	0,00	-	0,00		
Dividendes et redevances des entreprises publiques	5,75	0,02	0,00	0,18	-	4,74	0,54	5,49	7,37	74,43%
SNIM	4,60	-	-	-	-	3,21	0,54	3,75	4,35	86,11%
BCM	1,00	-	-	-	-	1,30	-	1,30		
Mauritel	0,10	-	-	-	-	0,23	-	0,23	1,43	
Panpa	0,02	-	-	-	-	-	-	-		
portndb	-	0,02	-	-	-	-	-	0,02		
MAADEN	-	-	-	0,18	-	-	-	0,18		
Autres	0,02	0,00	0,00	0,00	-	0,00	0,00	0,01		

Dettes rattachées et recouvrements	0,29	-	-	0,00	0,00	-	0,00	0,00	-	
SNIM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
SOMELEC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
SOGEM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Comptes spéciaux	3,13	0,10	0,57	0,20	0,61	0,37	0,91	2,81	5,41	52,03%
Secteur pétrole	-									
CAS hors pétrole	3,13	0,10	0,57	0,20	0,61	0,37	0,91	2,81	5,41	52,03%
dont Crédit d'Impôts (si pas ventilé)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Recettes en capital	0,79	0,04	0,03	0,02	0,03	0,22	0,02	0,37	1,17	31,70%
Ventes de terrain	0,04	0,01	0,01	0,01	0,02	0,01	0,02	0,09		
Hors ventes de terrain	0,75	0,03	0,02	0,01	0,01	0,20	0,00	0,28		
Autres	0,53	0,12	0,38	0,16	0,25	0,19	0,31	1,44	2,50	57,65%
Dons	2,22	0,18	0,20	0,26	0,10	0,56	0,25	1,54	8,80	17,52%
Dons projets	2,13	0,18	0,20	0,26	0,10	0,56	0,25	1,54	7,27	21,20%
Aide Budgétaire	0,09	-	-	-	-	-	-	-	1,53	0,00%
Recettes exceptionnelles	-									
Recettes pétrolières et gazières	0,66	0,20	0,53	0,21	0,09	0,95	0,36	2,34	2,60	90,02%
Recettes fiscales	0,36	0,06	0,37	0,19	0,06	0,83	0,19	1,70	-	
BIC	-	-	-	-	-	-	-	-		
ITS	-	-	-	-	-	-	-	-		
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-		
Recettes non fiscales	0,31	0,14	0,16	0,03	0,03	0,11	0,17	0,64	2,60	24,55%
Bonus/Redevances	0,02	-	-	-	-	-	-	-		
Revenu du capital	0,42	-	-	-	-	-	-	0,09		
Autres	(0,13)	0,14	0,16	0,03	0,03	0,11	0,17	0,55	2,60	20,98%
	-									
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>49,96</b>	<b>4,81</b>	<b>10,37</b>	<b>6,59</b>	<b>11,63</b>	<b>7,02</b>	<b>7,98</b>	<b>51,29</b>	<b>116,87</b>	<b>43,88%</b>
Dépenses courantes	33,04	3,31	6,53	4,18	6,78	3,54	7,32	33,45	65,68	50,93%
Salaires et traitements	13,69	2,45	2,62	2,41	2,60	1,86	2,30	14,46	27,13	53,31%
Biens et services	5,35	0,27	0,92	0,60	1,67	0,62	0,98	5,43	12,02	45,14%
Transferts courants	7,74	0,13	0,95	0,66	1,36	0,29	2,50	6,76	14,00	48,27%
Intérêts sur la dette publique	2,10	0,11	0,27	0,24	0,44	0,21	0,58	1,86	4,62	40,35%
Dettes intérieure	0,73	0,04	0,07	0,03	0,05	0,06	0,09	0,35	1,72	20,29%
Dettes extérieure	1,36	0,07	0,20	0,21	0,39	0,15	0,49	1,52	2,90	52,25%
Comptes spéciaux	3,13	0,10	0,57	0,20	0,61	0,37	0,91	2,81	5,41	52,03%
Dépenses d'équipement	16,21	1,39	3,72	2,28	4,74	3,36	2,04	18,64	51,19	36,40%
Investissement financés par extérieur	3,25	0,50	0,60	0,34	0,44	0,93	0,73	3,54	11,49	30,80%
Investissement financés par intérieur	12,96	0,89	3,13	1,94	4,31	2,43	1,31	15,10	39,70	38,03%
Restructurations et prêts nets (déficit de la caisse de retraite)	0,71	0,11	0,12	0,12	0,11	0,12	(1,38)	(0,80)	-	
Réserves communes	1,03	0,25	1,20	0,08	0,09	0,20	0,05	2,13	2,50	85,12%

Autres dépenses	-								-	
<b>Solde hors pétrole; dons non compris (déficit -)</b>	<b>(5,23)</b>	<b>1,26</b>	<b>(5,43)</b>	<b>0,41</b>	<b>(2,52)</b>	<b>4,36</b>	<b>1,00</b>	<b>(1,83)</b>	<b>(17,77)</b>	<b>10,32%</b>
Solde hors pétrole; dons compris (déficit -)	(3,00)	1,44	(5,23)	0,67	(2,42)	4,92	1,25	(0,29)	(8,97)	3,27%
Solde de Base hors pétrole (déficit -)	(8,35)	0,82	(6,10)	0,09	(3,30)	3,77	(0,06)	(5,70)	(25,08)	22,71%
Solde global; dons non compris (déficit -)	(4,56)	1,47	(4,90)	0,62	(2,43)	5,31	1,36	0,51	(15,17)	-3,33%
Solde primaire hors secteurs extractifs	(11,12)	0,42	(4,68)	(0,14)	(4,25)	2,29	0,50	(6,79)	(15,31)	44,31%
<b>Solde global; dons compris (déficit -)</b>	<b>(2,34)</b>	<b>1,64</b>	<b>(4,70)</b>	<b>0,89</b>	<b>(2,33)</b>	<b>5,86</b>	<b>1,61</b>	<b>2,05</b>	<b>(6,37)</b>	<b>-32,12%</b>
							4,900			
<b>Financement</b>	<b>2,34</b>	<b>(1,64)</b>	<b>4,70</b>	<b>(0,89)</b>	<b>2,33</b>	<b>(5,86)</b>	<b>(1,61)</b>	<b>(2,05)</b>	<b>6,37</b>	<b>-32,12%</b>
Financement intérieur	8,47	(1,07)	5,29	(0,35)	3,13	(5,67)	(0,37)	1,64	6,65	24,67%
Financement intérieur Ajusté	7,73	(1,07)	5,29	(0,35)	3,13	(5,67)	(0,37)	1,64	6,65	24,67%
Financement bancaire	8,30	2,45	3,11	(0,83)	(0,06)	(2,28)	2,44	5,36	6,00	89,29%
BCM	4,64	1,81	1,00	(1,63)	0,71	(2,74)	2,61	1,76	1,00	176,44%
CUT-BCM	3,89	1,81	1,00	(1,63)	0,71	(2,74)	2,61	1,76	1,00	176,44%
Moyens de paiement	(2,26)	(5,85)	(0,07)	0,58	0,47	(0,37)	(0,68)	(4,09)		
Valeurs à l'encaissement	0,04	0,00	(0,07)	0,04	0,07	(0,03)	0,60	0,08		
Comptes divisionnaires	(0,00)	-	-	-	-	-	-	-		
Allègements	0,26	-	-	-	-	-	-	-		

## ANNEXE 2 : CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES DÉPENSES

Libellée	Montant
<b>Action et protection sociale</b>	<b>4 753 421 981,55</b>
<b>Action et protection sociale n.c.a.</b>	<b>4 163 357 091,52</b>
Protection sociale	4 163 357 091,52
<b>Affaires générales concernant l'action sociale</b>	<b>590 014 890,03</b>
Action liée à la lutte contre la pauvreté non définie ailleurs	570 215 920,53
Microfinance	19 798 969,50
<b>Prestations sociales</b>	<b>50 000,00</b>
Prestations de vieillesse	50 000,00
<b>Affaires économiques</b>	<b>8 824 355 191,42</b>
<b>Affaires concernant la recherche et le développement économique</b>	<b>74 608 906,12</b>
Recherche et développement concernant les affaires économiques générales, les affaires concernant le commerce et la main d'œuvre	50 785 558,26
Recherche et développement concernant les industries extractives, les industries de transformation, le bâtiment et les travaux publics	23 823 347,86
<b>Affaires économiques générales, affaires concernant le commerce et la main d'œuvre</b>	<b>632 352 321,36</b>
Affaires générales concernant la main d'œuvre (réglementation, lutte contre la discrimination, arbitrage et médiation)	243 668 956,45
Affaires générales concernant l'emploi	84 000,00
Programme de lutte contre le chômage	388 599 364,91
<b>Autres activités commerciales, industrielles et artisanat</b>	<b>260 732 246,07</b>
Promotion du commerce extérieur	226 736,00
Promotion du tourisme (ins, campagne de publicité)	260 505 510,07
<b>Combustibles et énergie</b>	<b>1 974 553 664,70</b>
Energies renouvelables	165 802 295,47
pétrole et gaz naturel	1 808 751 369,23
<b>Communications</b>	<b>101 196,80</b>
Affaires générales en matière de communication	101 196,80
<b>Développement rural</b>	<b>2 199 333 268,03</b>
Affaires générales concernant le développement rural	165 227 960,33
Agriculture	1 031 123 134,05
Développement irrigué	27 928 804,50
Élevage	457 907 768,58
Pêche	517 145 600,57
<b>Industries extractives, industries de transformation, et bâtiments et travaux publics</b>	<b>3 529 567 820,97</b>
Industries de transformation	213 930 398,99
Industries extractives de ressources minérales	1 635 386,00
Travaux publics	3 314 002 035,98
<b>Transport</b>	<b>153 105 767,37</b>

Transport par voie aérienne	17 541 724,42
Transport routier, construction et maintenance de routes, voies urbaines et pistes rurales	135 564 042,95
<b>affaires islamiques, culture et loisirs</b>	<b>1 777 867 918,75</b>
<b>Culture, jeunesse, sports et loisirs</b>	<b>562 985 639,30</b>
Activités artistiques et culturelles	137 554 253,46
Jeunesse et loisirs	407 106 404,94
Services concernant la jeunesse et sport n.c.a	18 324 980,90
<b>Service concernant la radiodiffusion, la télévision et l'édition</b>	<b>501 624 427,60</b>
Services concernant la radiodiffusion, la télévision et l'édition	501 624 427,60
<b>Services concernant les affaires religieuses</b>	<b>713 257 851,85</b>
Services concernant les affaires islamiques	713 257 851,85
<b>Aménagements collectifs et logements</b>	<b>1 520 679 216,26</b>
<b>Aménagements collectifs et logement n.c.a.</b>	<b>14 658 331,00</b>
Aménagements collectifs et logements n.c.a.	14 658 331,00
<b>Approvisionnement en eau</b>	<b>1 506 020 885,26</b>
Approvisionnement en eau potable	1 506 020 885,26
<b>Défense</b>	<b>2 424 164 859,18</b>
<b>Défense civile</b>	<b>792 661 281,00</b>
Défense civile	792 661 281,00
<b>Défense militaire</b>	<b>1 631 503 578,18</b>
Défense militaire	1 631 503 578,18
<b>Enseignement</b>	<b>15 142 800 908,75</b>
<b>Enseignement du troisième degré</b>	<b>7 148 698 983,15</b>
Enseignement du troisième degré non différencié	773 564 757,81
Enseignement technique supérieur	6 375 134 225,34
<b>Enseignement n.c.a.</b>	<b>5 998 549 188,88</b>
Affaires générales concernant l'enseignement	5 998 549 188,88
<b>Enseignement non défini par le niveau</b>	<b>107 505 588,89</b>
enseignement technique	107 505 588,89
<b>Enseignement préprimaire et primaire</b>	<b>1 887 178 201,83</b>
Alphabétisation	2 224 930,00
Enseignement préprimaire et primaire	1 884 953 271,83
<b>Enseignement secondaire</b>	<b>868 946,00</b>
Enseignement secondaire technique	868 946,00
<b>Non classé</b>	<b>4 917 507 878,79</b>
<b>Non Classé</b>	<b>4 917 507 878,79</b>
Non Classé	4 917 507 878,79
<b>Ordre et sécurité publique</b>	<b>2 466 623 342,81</b>
<b>Ordre et sécurité n.c.a.</b>	<b>1 564 294 887,52</b>
Ordre et sécurité n.c.a.	1 564 294 887,52
<b>Prisons</b>	<b>194 106 275,25</b>
Prisons	194 106 275,25
<b>Services de la justice</b>	<b>397 295 114,96</b>

Cour suprême	50 737 321,00
Parquets	111 188 197,64
Services généraux de la justice	235 369 596,32
<b>Services de protection contre l'incendie</b>	<b>229 563 075,00</b>
Services de protection civile	229 563 075,00
<b>Services généraux de sécurité publique</b>	<b>81 363 990,08</b>
Services généraux de sécurité publique	81 363 990,08
<b>Protection de l'environnement</b>	<b>333 194 386,81</b>
<b>Gestion des eaux usées</b>	<b>33 332 283,70</b>
Gestion des eaux usées	33 332 283,70
<b>Protection de la biodiversité et de l'environnement</b>	<b>100 384 495,54</b>
Protection de la biodiversité et de l'environnement (parcs naturels et réserves, protection des espèces sauvages)	100 384 495,54
<b>Protection de l'environnement n.c.a.</b>	<b>199 464 909,57</b>
Protection de l'environnement n.c.a.	199 464 909,57
<b>Recherche et développement concernant la protection de l'environnement</b>	<b>12 698,00</b>
Recherche et développement concernant la protection de l'environnement	12 698,00
<b>Santé</b>	<b>2 070 881 870,36</b>
<b>Affaires générales concernant la santé</b>	<b>1 608 336 906,95</b>
Affaires générales concernant la santé	1 608 336 906,95
<b>Consultations externes</b>	<b>55 424 841,00</b>
Services de médecine générale	33 813 986,00
Services paramédicaux	21 610 855,00
<b>Recherche et développement dans le domaine de la santé</b>	<b>22 158 703,96</b>
Recherche et développement dans le domaine de la santé	22 158 703,96
<b>Services concernant la prévention et la détection</b>	<b>12 866 344,00</b>
Lutte contre le VIH	12 866 344,00
<b>Services concernant la santé publique</b>	<b>61 079 714,64</b>
Centre de transfusion sanguine	10 821 371,00
Ecoles concernant la santé publique	36 846 307,64
Santé mentale	13 412 036,00
<b>Services hospitaliers</b>	<b>311 015 359,81</b>
Services hospitaliers généraux	311 015 359,81
<b>Services publics généraux</b>	<b>19 306 329 060,31</b>
<b>Organes législatifs et exécutifs et affaires étrangères</b>	<b>13 573 516 079,04</b>
Affaires étrangères	10 791 209 047,53
Institutions républicaines	32 456 773,50
Organes de contrôle	1 658 331 252,57
organes exécutifs au niveau national	797 505 474,24
Organes législatifs au niveau national	294 013 531,20
<b>Recherche fondamentale</b>	<b>58 265 824,59</b>
Recherche fondamentale	58 265 824,59

<b>Services des affaires financières et budgétaires</b>	<b>2 966 680 622,75</b>
Services chargés de la conception et de la coordination des politiques	106 128 502,48
Services chargés de la coordination des programmes économiques et sectoriels	678 585 071,71
Services chargés du contrôle de la gestion budgétaire	1 316 054 018,07
Services de la trésorerie et de la comptabilité de l'Etat	192 536 310,44
Services fiscaux	341 927 307,37
Services généraux des affaires financières et budgétaires	331 449 412,68
<b>Services généraux de l'administration</b>	<b>2 502 459 892,73</b>
Services de la planification générale et services statistiques généraux	3 183 194,00
Services généraux chargés de la décentralisation	2 364 295 222,57
Services généraux de l'administration du développement	134 981 476,16
<b>Services publics généraux non classés ailleurs</b>	<b>205 406 641,20</b>
Renforcement des capacités du secteur public	25 133 278,60
Services publics concernant l'état-civil	141 752 132,00
Services publics généraux non classés ailleurs (élections, listes électorales, administration des ONG...)	38 521 230,60
<b>Total général</b>	<b>63 537 826 614,99</b>

## ANNEXE 3 : DÉPENSES D'INVESTISSEMENT SUR FINANCEMENTS EXTÉRIEURS

SECTEUR	DONS	PRETS	Total
<b>Développement Rural</b>	437 385 001,50	537 638 598,79	975 023 600,29
Agriculture	174 249 177,60	337 182 559,92	511 431 737,52
Elevage	144 570 647,74	143 621 801,80	288 192 449,54
Environnement	117 494 136,16	-	117 494 136,16
Hydraulique villageoise-pastorale	-	56 834 237,07	56 834 237,07
Recherche/Formation/Vulgarisation	1 071 040,00	-	1 071 040,00
<b>Développement Industriel</b>	782 724 120,76	679 999 571,64	1 462 723 692,40
Energie	587 853 579,76	653 458 469,36	1 241 312 049,12
Mines hors SNIM	-	26 541 102,28	26 541 102,28
Pêche	194 870 541,00	-	194 870 541,00
<b>Aménagement du Territoire</b>	291 946 754,54	1 384 434 528,85	1 676 381 283,39
Habitat/Urbanisme/Transport	59 467 706,14	267 156 010,12	326 623 716,26
Hydraulique urbaine & Assainissement	232 479 048,40	662 881 088,52	895 360 136,92
Infrastructures portuaires	-	49 679 931,20	49 679 931,20
Infrastructures routières	-	260 689 928,65	260 689 928,65
Télécommunications	-	144 027 570,36	144 027 570,36
<b>Ressources Humaines</b>	370 681 644,78	182 953 652,40	553 635 297,18
Education	171 812 207,40	33 510 163,98	205 322 371,38
Emploi	157 537 044,04	34 386 821,68	191 923 865,72
Justice	33 643 073,20	139 500,00	33 782 573,20
Santé et Affaires Sociales	7 689 320,14	114 917 166,74	122 606 486,88
<b>Développement Institutionnel</b>	-	89 376 900,16	89 376 900,16
Appui à l'Administration	-	89 376 900,16	89 376 900,16
<b>Projets multisectoriels</b>	246 441 877,30	617 651 719,16	864 093 596,46
Projets multisectoriels	246 441 877,30	617 651 719,16	864 093 596,46
<b>Total général</b>	<b>2 129 179 398,88</b>	<b>3 492 054 971,00</b>	<b>5 621 234 369,88</b>
TYPE DE BUDGET	Dons	Prets	Total
<b>Administration (BE)</b>	1 346 455 278,12	1 904 992 882,76	3 251 448 160,88
<b>Entreprises publiques (EP)</b>	587 853 579,76	1 494 242 402,08	2 082 095 981,84
<b>Ets publics à caractère administ (BA)</b>	194 870 541,00	92 819 686,16	287 690 227,16
<b>Total général</b>	<b>2129179399</b>	<b>3492054971</b>	<b>5621234370</b>